HAL open science

Premières réflexions sur le recensement de la population de Russie

Jean Radvanyi

To cite this version:

Jean Radvanyi. Premières réflexions sur le recensement de la population de Russie. Changing the Nation between State and Society, ASN Convention, Apr 2011, New York, États-Unis. hal-01441867

HAL Id: hal-01441867

https://inalco.hal.science/hal-01441867

Submitted on 20 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Premières réflexions sur le recensement de la population de Russie

Jean Radvanyi, Directeur du CEFR

Notre séminaire se tient alors que la période active du recensement de la population de la Fédération de Russie (14-25 octobre 2010) est officiellement close mais que continuent les diverses opérations de vérification, de remplissage de certains manques. Naturellement, les premières données ne sont pas connues et le but de cette rencontre n'est donc pas d'analyser les résultats à venir mais d'esquisser de premières réflexions sur la tenue de cette opération qui, en Russie comme partout, représente un moment fort dans le recueil de données indispensables à la compréhension de multiples processus qui agitent nos pays respectifs.

Il faut tout d'abord souligner que, contrairement au précédant recensement, il n'a pas été possible de réaliser une étude approfondie telle qu'elle avait été menée en 2002 par une équipe de chercheurs russes, français et américains, qui avaient pu suivre au plus près la préparation du recensement, sa réalisation puis en analyser les premiers résultats. Les responsables du Goskomstat avaient émis des réserves sur cette expérience de 2002 et n'ont pas souhaité qu'une opération d'observation analogue se mette en place cette année. Ceci n'a pas empêché quelques observations ponctuelles de la part de chercheurs présents à ce moment là dans le pays mais les éléments recueillis sont d'une toute autre ampleur que ceux qui avaient permis alors la publication de plusieurs volumes de commentaires, tant en russe qu'en français[1]. Aussi je me limiterai ici à quelques impressions et réflexions préliminaires, en attendant la publication des résultats du nouveau recensement et celle, annoncée, des observations de nos collègues russes sur sa réalisation.

Attentes et incertitudes

Le recensement de 2010 a globalement été effectué dans une atmosphère plus calme que le précédant, qui avait, on s'en souvient, été marqué par de vives polémiques à propos de

[1] Voir V. Tichkov (éd.), *Na pouti perepisi*, (En route vers le recensement), EAWARN, Aviaizdat, 2003, 527 p. ; E. Filippova, D. Arel, C. Gousseff (éd.), *Etnografiâ perepisi-2002*, (Ethnographie du recensement de 2002), Aviaizdat, Moscou, 2003 388p. ; A. Blum et C. Gousseff (éd.) numéro spécial de la Revue d'études comparatives est-ouest «Recenser la Russie en 2002» vol 34, n°4, décembre 2003,

plusieurs questions : mode de détermination de la composition ethnique et linguistique ; appréciation des écarts économiques et sociaux ; prise en compte ou non des appartenances religieuses etc. C'est certainement préférable puisqu'une telle opération, nécessairement complexe quel que soit le pays, et a fortiori dans un Etat continent comme la Russie, réclame plutôt la sérénité et la participation de tous. Les autorités ont veillé à ce que les mêmes polémiques ne s'enflamment pas de nouveau et dans une certaine mesure y ont réussi ce dont on peut se réjouir. Mais cela ne signifie pas forcément que la qualité du recensement soit elle-même supérieure.

Il faut en effet souligner qu'annoncée longtemps à l'avance, et en dépit de la tenue dans trois régions d'un recensement test en octobre 2008, la préparation du recensement fut ensuite perturbée par la crise financière et l'on a même craint, un temps, qu'il ne soit repoussé à une date ultérieure comme ce fut le cas dans plusieurs pays de l'espace soviétique. Puis la tenue du recensement fut confirmée, ne laissant plus le temps nécessaire aux modifications des questionnaires qui avaient été souhaitées par certains des experts chargés de la préparation et qui n'ont finalement pas pu être intégrées[2]. Ce revirement tient en grande partie semble-t-il aux attentes importantes que les autorités ont placé dans cette analyse « grandeur nature » de la population du pays et c'est là un autre sujet de réflexions.

Comme on le sait, les questions démographiques au sens large n'ont pas cessé de voir leur importance grandir dans les préoccupations des dirigeants et plus largement des élites du pays. Il s'agit d'abord de la question du nombre d'habitants, en constante baisse depuis 1992 et qui fait l'objet d'une véritable bataille politique quant à son interprétation et aux possibilités de renverser une tendance jugée par beaucoup dramatique. L'attention de tous s'est focalisée sur plusieurs facteurs, taux de natalité et de mortalité, espérance de vie, dont l'évolution est au cœur des programmes gouvernementaux et dont les indicateurs sont régulièrement utilisés par les médias et divers courants politiques comme les symboles de la crise sociétale que traverserait le pays. Il y a aussi tout ce qui entoure les questions de migrations, internes comme internationales, terrain d'enjeux sensibles en Russie comme dans la plupart des pays européens. Il y a enfin tout ce qui concerne l'évolution des structures sociales et économiques, de l'emploi et des revenus, avec en filigrane la question des inégalités qui inquiète de vastes secteurs de l'opinion publique.

---

[2] Une des plus significatives aurait été la possibilité de répondre par plusieurs identités ethniques conjointes, reflet de la multiplicité des couples mixtes et des métissages réels, au lieu d'une appartenance unique comme cela a été maintenu dans le questionnaire final.

C’est officiellement pour approfondir la connaissance de ces différents éléments que les principaux dirigeants du pays ont finalement décidé qu’on ne pouvait sursoir à la tenue du recensement. Il va de soi que cette décision tient aussi à la volonté du président et du premier ministre russes de conforter l’opinion, tant russe qu’internationale, dans l’idée, décisive à leurs yeux, que la Russie est bien entrée dans une phase de développement stabilisé, que même les effets de la crise financière mondiale n’affectent pas outre mesure. La volonté de conforter l’image rassurante d’un pays qui fonctionne et se développe est certainement un élément important de cette décision.

En lisant les commentaires de divers dirigeants ou spécialistes sur ce qu’ils attendent de cette opération, on est cependant étonné par la nature de ces attentes, attestant de fréquentes méconnaissances sur la nature des recensements et de leur signification. Car si effectivement ces enquêtes sont très précieuses dans de nombreux domaines des études démographiques et sociales, ils ne peuvent combler toutes les demandes : état sanitaire de la population, précisions sur les différentes types de motivation de migration, y compris les mouvements pendulaires à l’intérieur des régions, données sur l’économie parallèle et les revenus qu’elle procure etc.. la liste est longue des questions que certains dirigeants souhaiteraient voir satisfaites lors du recensement alors que l’étude de ces problèmes passe manifestement par d’autres types d’études, sondage d’opinion, enquêtes sociologiques et autres.

D’autres thèmes ont soulevé les mêmes débats qu’en 2002 comme l’éventualité d’une question sur la religion, possibilité finalement rejetée et pour des raisons manifestement similaires : la hiérarchie orthodoxe –et sans doute le pouvoir- ne tiennent pas à risquer de voir apparaître au grand jour des tendances qui viendraient affaiblir l’impression générale de domination sans conteste du Patriarcat de Moscou dans le domaine religieux. Comme en 1937 où le pouvoir avait été choqué de constater l’ampleur du maintien du sentiment religieux dans le pays, 20 après l’avènement du régime soviétique, un recensement sérieux sur ce plan pourrait attester de l’importance aujourd’hui des autres confessions, islam mais aussi autres courants chrétiens et sectes diverses, ou encore le caractère relatif de la religiosité dans de nombreux segments de la population ethniquement russe.

Une mise en œuvre complexe

Les premiers témoignages sur la réalisation du recensement confirment à quel point ce type d’opération est de plus en plus délicate à mener dans nos sociétés. On s’est en effet

trouvé confrontés aux mêmes difficultés que lors du recensement de 2002 et dans certains cas, les problèmes rencontrés sont récurrents, il suffit pour s'en convaincre de lire les témoignages sur la réalisation du premier recensement impérial de 1887, dans les souvenirs de V.P. Semenov Tian-Chanski qui participa à celui-ci aux côtés de son père[3]. Difficultés matérielles tout d'abord avec la nécessité de trouver plusieurs centaines de milliers d'agents recenseur, dans des conditions de rémunération précaire[4]. Refus de participation ensuite, avec sensiblement les mêmes raisons qu'en 2002, rejet global du recensement comme mode de critique de l'action gouvernementale ; refus des plus riches qu'on pénètre dans leurs habitations protégés, façon aussi de dissimuler leurs réelles conditions de vie ; refus de certains des plus pauvres ou précaires qui craignent qu'on constate certaines anomalies, sous-locations, revenus parallèles etc ; difficulté commune à tous les pays industriels à saisir les populations marginales, migrants sans statuts et illégaux, SDF (Bomji), migrants saisonniers encore nombreux en octobre d'où d'inévitables doubles ou triples comptes.

Au total, si les grandes chaînes de télévision ont joué de pédagogie en insistant à la fois sur l'importance et la sérénité de ce recensement, diffusant largement les images paisibles du président ou du premier ministre accueillant tranquillement leur agent recenseur, la presse, certaines radios se sont fait largement l'écho de ces difficultés : immeubles, villages entiers qui n'ont pas vu passer le moindre agent recenseur, incitation à remplir les formulaires d'une certaine façon, en particulier à propos des questions ethniques et linguistiques. L'impossibilité de couvrir l'ensemble des localités et des familles sera semble-t-il contournée en utilisant plus largement les ressources administratives disponibles (fichiers de l'enregistrement des administrations locales et du ministère de l'intérieur) mais cela réduit d'autant la crédibilité finale des résultats.

Campagnes fédérales, campagnes locales

Confirmant une tendance déjà perceptible en 2002, le recensement a fait l'objet d'une véritable campagne médiatique fédérale, autour de quelques slogans diffusés en affiches, publicités dans les principaux médias ou, à Moscou dans le métro : « La Russie a besoin

[3] Voir les mémoires de V.P. Semenov Tian-Chanski, « Ce qui s'est passé » (В.П. Семенов-Тян-Шанский, «То что прошло», Новый хронограф 2009) en particulier le chapitre X.

[4] 5 500 roubles pour 20 jours de travail en 2010. En 1897, l'argent faisant défaut, on avait finalement proposé de donner une médaille et un diplôme à ces agents ce qui semble-t-il les avait contenté. Mais l'époque a changé et les diplômes accordés aujourd'hui n'ont pas évité de multiples plaintes quant à l'insuffisance de ce maigre salaire.

de chacun » (России важен каждый); « Sans toi, le portrait de la Russie sera incomplet », ou encore « si l'on veut savoir combien il faut de place d'école (d'hôpital), il faut nous compter »…

A ces campagnes fédérales, reprises sous différentes formes dans l'ensemble du pays, on a vu s'ajouter plusieurs types de « campagnes » locales. Ce faisant, on n'a pas pu entièrement éviter certaines dérives déjà constatées lors des recensements précédents et qui sont liées à l'une des formes d'utilisation des résultats de ces comptages. On sait que l'évaluation du nombre d'habitants des villes ou des régions par le recensement, considérée comme plus précise que les estimations administratives, sert de base à la détermination de toute une série de subventions sociales et autres liées à ce nombre. De ce fait, il est tentant pour les pouvoirs locaux de chercher à augmenter ces chiffres ou, en tous cas, veiller à ce qu'il ne diminue pas, au risque de passer en dessous de certains seuils. L'exemple le plus connu est celui des villes millionnaires dont certaines se sont vues privées de ce statut envié. On a vu alors apparaître des mots d'ordre spécifiques invitant la population à répondre activement aux agents recenseurs afin d'éviter ce déclassement. Notons d'ailleurs que ce phénomène n'est nullement propre à la Russie. On se souvient en France de tels scandales survenus lors d'un recensement à Lyon dont l'agglomération cherchait justement à atteindre ce seuil, ou des affaires de truquages de chiffres de population en Corse afin d'obtenir plus de subventions.

On retrouve ces problèmes en Russie, parfois exacerbés par d'autres craintes comme celles de la fusion forcée de districts comme au Daghestan où une partie de la population et des édiles locaux ont mobilisé toutes les ressources administrative en déclarant dans tel district une population en hausse pour éviter qu'il soit supprimé. Au Daghestan, on se heurte à d'autres séries de problèmes qui tiennent aux pratiques héritées de la période soviétique consistant à inciter les populations montagnardes à s'installer sur le piémont avec, à l'intérieur d'un même kolkhoze ou sovkhoze et donc d'une communauté villageoise, une répartition complexe des activités et des habitants entre plusieurs points de peuplement : l'aoul de montagne et le village de plaine sur le piémont voire la capitale Makhatchkala. Le résultat est aujourd'hui une totale confusion, les membres d'un même foyer familial pouvant être enregistrés sur plusieurs localités de districts différents, pratique renforcée par le désir de bénéficier dans chaque lieu d'habitation d'éventuels partages de terres et de propriété. Ces pratiques entretiennent une tendance aux doubles comptes qui s'ajoute à la généralisation de

l'économie de l'ombre et des comptabilités parallèles très courantes ici comme dans toutes les républiques nord-caucasiennes[5].

Dans cette même république, et en dépit de la suppression des Lois républicaines établissant différentes règles de représentation politique en fonction de la composition ethnique, les débats et polémiques sur la liste des ethnies recensées et leur poids respectifs n'ont pas entièrement disparu et dans certains districts, les taux de croissance atteignent des chiffres surréalistes. Certains articles témoignent de pratiques élaborées de fraude statistique comme celle consistant à préparer plusieurs années à l'avance de fausses estimations de naissance et d'enregistrement afin de pouvoir plus facilement faire passer les chiffres souhaités lors du recensement proprement dit[6]. Il sera intéressant d'examiner les résultats du nouveau recensement sur ce plan.

La tenue du recensement en Tchétchénie s'est faite dans des conditions plus sereines qu'en 2002 où il avait été effectué sous contrôle militaire, et dans une partie seulement du territoire. On avait critiqué alors la volonté de « normalisation » et les pressions exercées sur les réfugiés afin qu'ils se réinstallent dans la république, conditionnant les chiffres publiés[7]. Mais rien n'indique que les nouveaux résultats soient plus fiable tant est grande l'incertitude quant au comptage des très nombreux migrants séjournant à l'extérieur de la république mais qui continuent d'y être comptabilisés au risque de fréquent doubles comptes.

Dans cette même région caucasienne, plusieurs campagnes visant à mobiliser les populations se sont de nouveau manifestées à propos de telle ou telle communauté. Alors que la question cosaque s'est peu ou prou essoufflée[8], on a vu apparaître en 2009-2010 une importante campagne visant à promouvoir une déclaration unifiée sous la dénomination « tcherkesse » des Adygués, Tcherkesses, Kabardes et autres ethnies voisines afin de

---

[5] Sur le Daghestan, voir J. Radvanyi et S. Muduyev, « Challenges Facing the Mountain Peoples of the Caucasus », in « The Caucasus in a Time of Conflict », *Eurasian Geography and Economics*, Vol XLVIII n°2, mars 2007, pp. 157-177

[6] « Перепись 2010 и национальный вопрос в Дагестане», Новое Дело (махачкала) н° 33, 20/08/2010 и « Кривые зеркала дагестанской статистики », Новое Дело н° 35, 3/09/2010 ;

[7] Voir M. Ioussoupov, « Perepis' v Tchetchne » (Le recensement en Tchétchénie), in E. Filippova, D. Arel, C. Gousseff (éd.), *Etnografiâ perepissi-2002*, (Ethnographie du recensement de 2002), Aviaizdat, Moscou, 2003, pp. 364-381 et M. Ioussoupov, « Tchetchenskaïa Respoublika » (La République de Tchétchénie), in V. Tichkov (éd.), *Na pouti perepissi*, (En route vers le recensement), EAWARN, Aviaizdat, 2003, pp. 489-505. En outre, le chiffre précis donné à la télévision russe dès le 16 octobre 2002, dernier jour du recensement, de 1 080 000 Tchétchènes, ne résiste pas à l'analyse. Voir, par exemple A. Cherkasov, " Book of Numbers — Book of the Lost", http://www.mhg.ru/english/34F9F34, 2004.

[8] On se souvient qu'en 2002, les Cosaques avaient largement mobilisé l'opinion pour faire passer l'idée d'une déclaration d'appartenance ethnique « cosaque », séparée des Russes, obtenant finalement qu'on ajoute cette mention dans la liste des peuples recensés mais qu'ils soient cependant comptabilisés à l'intérieur du groupe russe.

mobiliser l'opinion en faveur de la réunification de tous ces peuples dans une même région administrative, l'un des chevaux de bataille actuels des nationalistes locaux[9].

Comme on le voit, les questions posées par la tenue et l'interprétation des résultats du recensement russe sont multiples et mériteront à coup sur une lecture attentive. Et par delà des spécificités propres à chaque pays, on observe bien des similitudes dans les questionnements méthodologiques. On sait que depuis quelques années déjà, la tenue de recensements complets a été remplacée en France par un système complexe de sondage[10]. La Russie a décidé de continuer la pratique des recensements en bonne et due forme. Ces méthodes différentes renforcent encore l'intérêt pour les chercheurs des deux pays de confronter leurs résultats et leurs analyses.

Résumé pour l'ASN :

The Russian authorities conduct a new federal Census in October 2010. If we don't have any result now, we can discuss the way this important operation was organized and managed, comparing it to the observations we made on the previous (2002) census. For sure, the 2010 census went more quietly; the precedent created very tense debates in the public opinion and within the political and scientific communities. This doesn't mean that the quality of the census improved. Observing the comments in the media and on the field, we get the impression that the authorities used more their administrative resources to replace what the census agents could not get. It appears also that in many complex regions like Dagestan or Volga region, the local authorities organized well before their work in order to get the results they wished for some reason. The census results remain a major factor calculating different budgets from federal funding and that enough to create incitation to "push" the results in the "good" direction. But in this matter, Russia is not an exception.

Bibliography.

J. Radvanyi & A. Merlin, *Perepis' naselenia v Stavropolskom krae* (The population Census in the kray of Stavropol) in Etnografia perepisi - 2002 (Ethnography of a census) -2002 Institut of ethnography, Moscow Aviaizdat 2003 pp 281-286

A. Blum, C. Gousseff and J. Radvanyi, *Mutations identitaires en Russie* introduction to the special issue of *Revue d'études comparatives est-ouest* «Recenser la Russie en 2002» vol 34, n°4, décembre 2003, pp 5-28

J. Radvanyi and A. Merlin, *Russes et Caucasiens à la fin du XXème siècle, identités et territoires*, Revue d'études comparatives est-ouest «Recenser la Russie en 2002»

[9] Affiches et tracts diffusaient ce slogan dans toute la région : « ты записал себя Черкессом ?»

[10] On procède au recensement de 8 % de la population des villes de plus de 10 000 habitants et un cinquième des localités de moins de 10 000 hab. chaque année.

vol 34, nE4, décembre 2003, pp 97-114
Special Issue of the Russian journal “Ab Imperio”, December 2010 on the 2010 Census.

Jean Radvanyi, Director of the Centre d'études franco-russes, Moscow.